

## "Le capitalisme ne mourra pas de mort naturelle" – Entretien avec Razmig Keucheyan



Capture YouTube / Les Amis du Diplo

□ Razmig Keucheyan est professeur de sociologie à l'université de Bordeaux. Spécialiste d'Antonio Gramsci et penseur de la question environnementale, il est notamment l'auteur de **Hémisphère Gauche** (2010), **Guerre de mouvement et guerre de position** (2012) et de **La nature est un champ de bataille** (2014). Dans cet entretien, nous l'avons interrogé sur l'état actuel de nos démocraties, la manière dont la question écologique doit se poser, l'actualité de la pensée d'Antonio Gramsci, la reconfiguration de l'échiquier politique et l'actualité récente marquée par le mouvement des Gilets Jaunes. Entretien réalisé par Marion Beauvalet, retranscrit par Marie-France Arnal.

**Le Vent se Lève : Dans un appel à propos de la répression des mouvements sociaux en Grèce, vous avez dénoncé le phénomène d'escalade répressive que l'on peut constater aujourd'hui dans plusieurs pays. Qu'en est-il aujourd'hui de l'état de nos démocraties ?**

► **Razmig Keucheyan** : Le moment est venu de réfléchir à ce qu'est une démocratie représentative, et à la manière dont s'y organise le pouvoir. La Grèce est en effet aux avant-postes d'une mutation générale que subissent les démocraties à l'heure actuelle.

Selon Gramsci, l'hégémonie dans les sociétés modernes repose sur deux piliers : la force et le consentement. C'est ce qu'il appelle le "centaure de Machiavel". L'objectif d'une classe dominante doit être, à chaque époque, de trouver la bonne alchimie entre les deux. Lorsque la croissance économique est au rendez-vous, l'adhésion des classes subalternes à l'ordre politique est acquise. Les dominants s'enrichissent, et les conditions d'une (relative) redistribution des ressources matérielles et symboliques sont réunies. Dans l'alchimie entre la force et le consentement, le second prédomine. La force – judiciaire, policière, militaire... – ne disparaît pas, bien sûr, mais elle est présente à l'état virtuel.

Lorsqu'arrive la crise, l'alchimie se dérègle. Le consentement des populations est de plus en plus difficile à obtenir. La "force" du centaure machiavélien monte en puissance, à mesure que la légitimité de l'ordre politique décline aux yeux des subalternes. Les "crises organiques", pour reprendre l'expression de Gramsci, sont le fruit de contradictions non résolues du capitalisme, elles trouvent leur origine dans l'économie. Mais elles contaminent progressivement le champ politique. Ce sont des crises totales.

"L'étatisme autoritaire résulte de l'évolution progressive des liens entre les deux piliers de l'hégémonie : la force prend le dessus parce que le consentement ne peut plus être obtenu."

Les démocraties représentatives traversent une période de ce genre à l'heure actuelle. Nicos Poulantzas, le plus grand théoricien marxiste de l'État depuis Gramsci, parle "d'étatisme autoritaire" pour désigner la dérive des démocraties vers des formes de gouvernement autoritaires. Il est important de souligner qu'il s'agit d'un mécanisme endogène aux démocraties. L'étatisme autoritaire, c'est autre chose qu'une dictature militaire, où l'armée vient suspendre d'un coup les procédures démocratiques. L'étatisme autoritaire résulte de l'évolution progressive des liens entre les deux piliers de l'hégémonie : la force prend le dessus parce que le consentement ne peut plus être obtenu. C'est ce qui se passe notamment en Grèce, en Italie, aux États-Unis, et en France depuis plusieurs années.

Deux possibilités se présentent alors : soit l'autoritarisme continue à se renforcer, et la composante démocratique de nos institutions à s'affaiblir, jusqu'à disparaître, ou alors les mouvements sociaux parviennent à conjurer cette menace par leurs luttes et leur créativité. Il s'agit non de revenir à la situation antérieure, mais de transcender l'étatisme autoritaire en exigeant une démocratisation radicale du système. Comme toujours, les crises sont porteuses de risques mais également d'espoirs nouveaux. Le mouvement des gilets jaunes incarne bien me semble-t-il cette ambivalence...

**LVSL : À votre avis, quelle est la signification profonde du mouvement des gilets jaunes aujourd'hui ?**

► RK : Les gilets jaunes sont un objet politique encore non identifié. Il faut par conséquent résister à la tentation de le faire entrer de force dans telle ou telle catégorie. Vouloir comprendre ce qui se passe est bien sûr naturel, et même nécessaire si on veut élaborer une stratégie politique commune. Mais il faut aussi se rendre sensible à la nouveauté, et ne pas vouloir conclure trop vite.

Beaucoup de choses ont été dites à propos des gilets jaunes. J'insiste sur l'un des éléments le plus impressionnants de la séquence à mes yeux : la confusion qui règne au sommet de l'État et au sein des élites. Dans les situations de crise, nous disent Gramsci et Poulantzas, les rapports entre dominants et dominés deviennent de plus en plus conflictuels. Mais les rapports entre les différents secteurs des classes dominantes elles-mêmes le deviennent également. Les classes dominantes ne sont pas un "bloc monolithique", des intérêts et des visions du monde social différents s'y expriment. La bourgeoisie industrielle, par exemple, n'a pas toujours les mêmes intérêts que la haute finance, ou la haute fonction publique. En période de croissance économique, ces intérêts coexistent harmonieusement, tout le monde est à peu près satisfait. Mais quand la crise survient, cette coexistence pacifique devient plus compliquée.

"les mouvements sociaux doivent être capables de profiter politiquement de la confusion qui règne au sommet."

C'est ce qui explique que la réaction des dominants au mouvement des gilets jaunes a été hésitante et discordante. Certains secteurs, ayant beaucoup à perdre économiquement ou politiquement, se sont montrés favorables à des concessions immédiates. D'autres ont privilégié une approche répressive. Ces hésitations se sont manifestées au sein même de l'exécutif.

Le point important est celui-ci : les mouvements sociaux doivent être capables de profiter politiquement de la confusion qui règne au sommet. L'un des objectifs doit être de détacher les classes moyennes (ou certains secteurs de ces dernières) de l'emprise de la bourgeoisie, pour les embarquer dans une alliance progressiste ou révolutionnaire. Toutes les grandes révolutions modernes, depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'au Printemps arabe, ont donné lieu à des basculements de ce genre. C'est un enjeu stratégique majeur pour les années qui viennent. Mais pour cela, il faut un programme politique à même de convaincre.

"Le poids de la transition écologique ne doit pas être supporté par les classes sociales déjà fragiles économiquement."

LVSL : Revenons au fondement du mouvement des gilets jaunes. De nombreux commentateurs ont accusé ce mouvement qualifié de "populiste" né de la contestation de la taxe sur l'essence, de ne tenir aucun compte de la question environnementale. Comment peut-on articuler cette question du populisme avec la question environnementale ?

► RK : Le mot d'ordre de "justice environnementale" est l'un des plus prometteurs pour les décennies à venir. Il permet d'articuler les questions de justice sociale, au fondement du mouvement ouvrier et de la gauche depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, avec les enjeux écologiques. À sa manière, ce sont les modalités concrètes de cette articulation qu'a soulevé le mouvement des gilets jaunes. Et l'impact sur les médias mainstream a été immédiat, puisque l'expression de justice environnementale y est désormais fréquente.

La justice environnementale comporte au moins deux dimensions. D'abord, c'est l'idée que le poids de la transition écologique ne doit pas être supporté par les classes sociales déjà fragiles économiquement — ce qu'a voulu faire Macron avec sa taxe. "Justice environnementale" signifie que doivent payer les coûts de la transition ceux qui en ont les moyens, et qui se trouvent par ailleurs être ceux qui polluent le plus : les riches. La crise environnementale ne suspend pas les logiques de classe, contrairement à ce que pense l'écologie molle défendue par les Verts, elle les aggrave. L'écologie et la lutte des classes, c'est la même chose.

"Pour parvenir à une décroissance globale des émissions de gaz à effet de serre et donc de la production, certains secteurs doivent provisoirement croître, et même considérablement."

Ensuite, la justice environnementale, c'est la reconnaissance de l'existence d'inégalités environnementales : les classes sociales ne sont pas affectées de la même manière par l'impact du changement climatique. Les principales victimes des pollutions, de l'effondrement de la biodiversité, des catastrophes naturelles ou de l'épuisement des ressources naturelles, ce sont les classes populaires, dans les pays du Sud comme du Nord. Par conséquent, l'effort en matière de lutte contre le changement climatique et d'adaptation à celui-ci doit prioritairement se porter sur ces populations.

Une transition écologique juste supposera notamment des investissements financiers massifs dans les secteurs non polluants, par exemple dans celui des énergies dites renouvelables. Pour parvenir à une décroissance globale des émissions de gaz à effet de serre et donc de la production, certains secteurs doivent provisoirement croître, et même considérablement<sup>1</sup>. Les investissements en question seront pour une part significative à la charge de l'État, même si une place pour le privé peut être envisagée.

<sup>1</sup> Voir Robert Pollin, "De-growth versus Green new deal", in *New Left Review*, 112, juillet-août 2018, disponible à l'adresse : <https://newleftreview.org/11/112/robert-pollin-de-growth-vs-a-green-new-deal>

Or l'État néolibéral, on le sait, est un État en crise, un État endetté, un État qui a organisé sa propre impuissance. Il faut donc en reprendre le contrôle, le re-démocratiser, afin de lui rendre un pouvoir d'intervention financière permettant de planifier la transition écologique dans la longue durée. "Justice environnementale" et "planification écologique" vont de pair : la transition ne sera juste que si elle est maîtrisée, et elle ne sera maîtrisée que si elle est placée sous contrôle démocratique. Selon quelles modalités ? C'est toute la question. Des formes de démocratie à la base, une démocratie des conseils approfondissant la démocratie représentative, me paraît de mise.

**LVSL : Vous avez développé le concept de "racisme environnemental", pouvez-vous revenir sur cette question ? Estimez-vous que la politique écologique d'Emmanuel Macron procède de ce racisme environnemental que vous évoquez ?**

► RK : Le racisme environnemental est une forme d'inégalité environnementale. Ce concept naît aux États-Unis dans les années 1980. C'est à ce moment que des militants des droits civiques s'aperçoivent qu'en plus d'autres formes de racisme qu'ont à subir les Noirs, ils subissent un racisme environnemental : ils ont statistiquement plus de chances que les Blancs de vivre à proximité de décharges de déchets toxiques ou de rivières polluées par exemple.

Le concept de racisme environnemental a ceci d'intéressant qu'il permet de rapprocher deux types de luttes en apparence éloignées : les luttes antiracistes et les luttes écologistes. Si les minorités ethno-raciales souffrent davantage de la crise environnementale, alors des convergences entre ces deux luttes sont susceptibles de voir le jour. C'est précisément ce que les théoriciens du racisme environnemental — notamment le sociologue Robert Bullard — ont voulu favoriser.

Le racisme environnemental existe aussi en France. Une étude statistique datant de 2012 révèle par exemple que si la population étrangère d'une ville augmente de 1%, il y a 29% de chances en plus pour qu'un incinérateur à déchets, émetteur de différents types de pollutions cancérigènes comme les dioxines, soit installé<sup>2</sup>. Les incinérateurs ont donc tendance à se trouver à proximité de quartiers populaires ou d'immigration récente, car les populations qui s'y trouvent ont une capacité moindre à se défendre face à l'installation par les autorités de ce genre de nuisances environnementales. Ou parce que les autorités préfèrent préserver les catégories aisées ou "blanches" de ces nuisances.

Autre exemple, en matière de pollution de l'air, les pics les plus importants en région parisienne sont enregistrés à Saint-Denis, dans le 93, en contrebas du périphérique et de l'A1. Si les effets du chlordécone, un insecticide toxique employé dans la culture de la banane, sont connus depuis les années 1970, ce produit a continué à être employé dans les Antilles françaises au cours des deux décennies suivantes, donnant lieu à des taux anormalement élevés de cancer de la prostate au sein de cette population.

À ma connaissance, aucun parti politique n'évoque ce sujet en France. Il est vrai que la prise en charge de la question du racisme — dans toutes ses dimensions — par les organisations de gauche dans ce pays est très lacunaire. Le racisme environnemental est une thématique émergente, dont le potentiel politique est très important.

<sup>2</sup> Voir Lucie Laurian et Richard Funderberg, "Environmental Justice in France ? A Spatio-Temporal Analysis of Incinerator Location", in *Journal of Environmental Planning and Management*, vol. 57 (3), 2014.

**LVSL : Dans plusieurs entretiens, vous évoquez André Gorz qui affirme que le capitalisme saura intégrer la contrainte environnementale. Comment analysez-vous cette prise de position particulière, à la lumière de l'ensemble de vos travaux ?**

► **RK** : Un débat fondamental a cours dans l'écologie politique, et en particulier dans ce qu'on appelle le "marxisme écologique". Certains pensent que la crise environnementale est la crise terminale du capitalisme : le système ne s'en relèvera pas. La raison en est qu'il n'a pu exister jusqu'ici qu'en tirant profit de ressources naturelles qu'il n'a pas eu à produire, un don de Dieu au capital, en somme. Or celles-ci s'épuisent ou sont de plus en plus difficiles à extraire et exploiter. Conclusion : l'accumulation va s'épuiser.

Un autre groupe de marxistes écologiques, auquel appartient André Gorz, soutient que le capitalisme sera en mesure de produire et reproduire la nature artificiellement, comme il le fait depuis qu'il existe. Les ressources naturelles n'ont jamais été vraiment naturelles. Elles ont toujours été liées à des dispositifs technologiques d'extraction et de valorisation. De ce point de vue, la crise environnementale affecte les conditions de l'accumulation du capital, elle peut conduire par exemple à une diminution de la productivité. Mais elle n'est en aucun cas une crise terminale, un "effondrement", pour parler comme les "collapsologues".

Personnellement je suis d'accord avec ce second point de vue. Le capitalisme est un système incroyablement résilient et créatif. Il a connu de nombreuses crises par le passé et il a toujours été capable de se réinventer, de s'adapter, y compris au besoin en se re-régulant. Le dépassement du capitalisme est possible mais il ne peut être que politique, il n'aura rien d'automatique. Comme disait Walter Benjamin, le capitalisme ne mourra pas de mort naturelle.

**LVSL : Parlons de Gramsci et de la question du populisme. Le populisme a notamment été revendiqué pendant la campagne 2017 par Jean-Luc Mélenchon et s'affirme aujourd'hui avec les travaux de Chantal Mouffe et Ernesto Laclau. Comment placez-vous cette tendance dans la cartographie que vous avez élaborée dans vos travaux sur la question de la pensée théorique de gauche ?**

► **RK** : Pour y voir plus clair, on peut distinguer le populisme du néo-populisme. Le populisme naît au XIX<sup>e</sup> siècle, on le trouve par exemple en Russie avec les Narodniki ou aux États-Unis avec le People's party. Il repose sur trois éléments principaux : d'abord, une opposition entre le peuple et les élites, "eux" et "nous", les 1% contre les 99% ; en deuxième lieu, une conception essentiellement morale de la politique, avec la dénonciation de la "corruption" des élites comme leitmotiv ; et enfin une utilisation du passé pour critiquer le présent, le populisme se représentant l'histoire comme un "déclin" par rapport à une situation antérieure jugée préférable.

Le néo-populisme d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe est très différent. Il résulte du croisement de deux contextes. Laclau est argentin, et quand il théorise le populisme, c'est toujours avec le péronisme en tête. Sa conception du populisme est profondément ancrée dans l'histoire de son pays. Les politiques mises en œuvre par Juan Domingo Perón comportaient des aspects progressistes (journée de huit heures, droit de vote des femmes), mais Perón était aussi un typique caudillo latino-américain. Si bien que le transposer à d'autres contextes nationaux, et particulièrement au contexte européen actuel, est assez problématique.

Le second contexte, c'est le post-structuralisme anglo-américain des années 1970 et 1980. Laclau s'installe en Grande-Bretagne à la fin des années 1960, et participe aux débats académiques qui y font rage. Le

post-structuralisme — ce qu'on appelle parfois aussi la French theory — développe l'idée que le langage et le discours ont une importance centrale en politique. Il s'agit d'une rupture nette avec le marxisme, pour qui la lutte des classes et les éléments matériels qui l'entourent sont prépondérants. Pour Laclau, le combat politique a pour principal enjeu les "signifiants vides", des symboles dans lesquels des secteurs hétérogènes de la société investissent chacun leurs revendications. Dans le mouvement des gilets jaunes, les drapeaux français prolifèrent, mais renvoient à des revendications diverses, parfois contradictoires, certaines sociales, d'autres nationalistes.

Les populismes européens de gauche actuels, celui de Podemos ou de la France insoumise par exemple, empruntent à la fois au populisme historique et au néo-populisme. Ils remplacent par exemple la perspective de classe marxiste par l'opposition entre le peuple et les élites. Ils accordent aussi une importance très grande à la dimension médiatique (symbolique) de la bataille politique. C'est un secteur intéressant des pensées critiques actuelles, incontestablement l'un de ceux qui ont la plus grande influence sur le champ politique.

### LVSL : Quelles critiques formulez-vous à l'égard du populisme ?

► RK : La critique porte sur deux points. D'abord, l'opposition entre le peuple et les élites est simpliste. Une représentation du monde social moderne plus sophistiquée, en termes de classes sociales, est requise. Dans les "99%" évoqués par Occupy Wall Street et par les populistes de gauche européens, on trouve les secteurs les plus divers. Mettre en avant l'opposition entre les "1%" et les "99%" permet peut-être de déclencher un mouvement social, mais en aucun cas de l'inscrire dans la durée, précisément parce que les situations que recouvrent la seconde de ces catégories sont extraordinairement hétérogènes. Un cadre supérieur d'une multinationale du numérique et un chômeur vivant dans le péri-urbain appartiennent tous deux au "99%", or leurs intérêts s'opposent en tous points. Par conséquent, il convient d'examiner de plus près la composition de ces "99%", et le type d'alliances politiques qu'elle rend possible.

La seconde critique porte sur la surestimation par Laclau et Mouffe de l'importance du langage et du discours en politique. Les mots sont importants, aucun doute, mais ils s'ancrent — de manière complexe — dans des dynamiques de classes. Les gilets jaunes ne sont pas apparus parce qu'une quelconque "bataille culturelle" a été remportée par des éditocrates classés à gauche. Ils ont émergé parce que la situation matérielle de vastes secteurs de la population de ce pays est devenue tout simplement insupportable. Qu'à partir de là le gilet jaune soit devenu un "signifiant vide", comme dirait Laclau, auquel divers secteurs sociaux attribuent un sens différent mais convergeant, d'accord. Mais il ne faut pas inverser l'ordre de la causalité.

### LVSL : La bataille culturelle théorisée par Gramsci est souvent réduite à une dimension strictement intellectuelle. Pouvez-vous revenir sur ce concept d'une part et d'autre part sur l'utilisation qui en est faite par ceux qui s'y réfèrent ?

► RK : La notion de "bataille culturelle" n'existe pas chez Gramsci. On trouve toutefois dans les Cahiers de prison celle de "front culturel". Contrairement à ce que certains interprètes lui font dire, Gramsci n'a jamais voulu faire de la "bataille culturelle" le cœur de la lutte des classes. Évoquant l'évolution du marxisme de son temps, il affirme que "la phase la plus récente de son développement consiste justement dans la revendication du moment de l'hégémonie comme élément essentiel de sa conception de l'État et dans la "valo-

risation" du fait culturel, de l'activité culturelle, de la nécessité d'un front culturel à côté des fronts purement économique et politique ". Articuler un "front culturel" avec les fronts économique et politique existants : c'est sa grande idée.

**"Les dispositifs médiatiques sont par essence conservateurs."**

Cela ne suppose en aucun cas une prééminence du "front culturel" sur les autres. Ni que ce front devienne la chasse gardée de militants opérant dans la sphère des idées. Pour Gramsci, le syndicaliste se trouve souvent en première ligne sur le "front culturel". Par les luttes qu'il organise, il fait évoluer les rapports de forces et laisse entrevoir ainsi la possibilité d'un autre monde. Comme Lénine avant lui, Gramsci pense que le "front politique" surdétermine les deux autres, la politique est toujours aux commandes. Pour que l'intervention sur le terrain syndical et sur celui des idées soit efficace, il faut disposer d'un programme politique consistant et cohérent à même de convaincre des secteurs majoritaires de la société.

Aujourd'hui, du fait de l'importance des médias et des réseaux sociaux, la tentation de se représenter le "front culturel" comme séparé des deux autres, comme un lieu d'intervention en soi, est plus grande qu'à l'époque de Gramsci. Comme si la lutte des classes se menait désormais sur Facebook et Twitter. Loin de moi l'idée de négliger ces aspects-là, ils ont leur importance. Il n'est pas même exclu que la modification de l'algorithme de Facebook ait pu exercer une influence sur l'apparition des gilets jaunes<sup>3</sup>. Mais il serait sociologiquement erroné et politiquement désastreux de surestimer ce genre de facteurs. Ne serait-ce que parce que ces dispositifs médiatiques sont par essence conservateurs : ils favorisent l'expression du sens commun, un sens commun qui aujourd'hui penche sérieusement à droite.

## **LVSL : Percevez-vous, à gauche de l'échiquier, l'émergence d'un Prince moderne au sens où Gramsci l'entendait ?**

► RK : Pas encore, mais on progresse. A l'époque de Machiavel, dit Gramsci, le "Prince" peut être une personne. Mais avec la complexification des sociétés, il ne peut être que collectif, le "Prince" devient une organisation. Gramsci a lui-même œuvré à l'émergence d'un "Prince" collectif révolutionnaire : le Parti Communiste Italien, dont il fut en 1921 l'un des fondateurs avec Palmiro Togliatti. La question pour nous aujourd'hui est de déterminer quelle forme un "Prince" adapté aux conditions du 21<sup>e</sup> siècle pourrait revêtir. La forme-parti est-elle toujours actuelle ? Faut-il la remplacer par d'autres formes : la forme-mouvement, la forme-multitude, la forme-occupation, pour évoquer quelques idées apparues au cours des deux dernières décennies ?

**"La gauche est très en retard du point de vue programmatique."**

Les gauches sont sorties très mal en point du 20<sup>e</sup> siècle, il ne faut pas sous-estimer l'ampleur de la défaite. Il est tout à fait normal, dans ces conditions, que la refondation prenne du temps. Le capitalisme lui-même évolue rapidement à l'échelle globale, posant de redoutables problèmes analytiques et de construction d'une nouvelle vision stratégique.

<sup>3</sup> Voir Michel Szadkowski, "Facebook, réservoir et carburant de la révolte des gilets jaunes", in *Le Monde*, 7 décembre 2018.

Depuis les années 1990, une série d'expériences politiques aux quatre coins du monde sont venues alimenter la réflexion sur un "autre monde possible". Mais la gauche est très en retard du point de vue programmatique. Par exemple, tout au long du 20<sup>e</sup> siècle a prédominé en son sein l'idée que la planification économique sous des formes diverses pouvait constituer une alternative au marché. La plupart des expériences de planification passées — en URSS, en Chine, en Yougoslavie, en Hongrie, à Cuba — se sont soldées par des échecs. Mais il y a certainement des enseignements à tirer de ces expériences. Des enjeux politiques nouveaux, comme la préservation des ressources naturelles ou les nouvelles technologies de l'information, nous invitent à penser la planification à nouveaux frais.

Il faut se mettre au travail et être patients. Daniel Bensaid disait que le révolutionnaire doit faire preuve d'une "lente impatience" : il doit être impatient parce que les injustices du capitalisme sont insupportables, mais cette impatience doit être réfléchie, réflexive, parce que trouver des alternatives viables à ce système ne va nullement de soi.